

Commémoration du crime d'État commis en plein Paris le 17 octobre 1961

La guerre d'indépendance algérienne approchait de sa victoire quand, le 17 octobre 1961, un massacre a été perpétré par la police française à l'encontre des milliers d'Algériennes et d'Algériens qui manifestaient pacifiquement à Paris contre le couvre-feu raciste qui leur avait été imposé par le gouvernement de l'époque.

Ce crime d'État demeure trop souvent occulté et trop rarement enseigné.

Nous protestons

- Contre les odieuses déclarations de haine à l'encontre des Algériens exprimées par des responsables politiques, au premier rang desquels le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau. Elles traduisent la résurgence des pires idées racistes des tenant-e-s de l'Algérie française et des extrémistes criminels de l'OAS que certain-e-s cherchent à réhabiliter.
- Contre l'augmentation systématique des entraves à la circulation des personnes entre l'Algérie et la France et l'aggravation des conditions de séjour des Algérien-ne-s, comme celles des autres étrangères et étrangers en France.

Nous demandons

- Dans un souci de transparence sur notre histoire et de reconnaissance des faits, un accès libre aux archives de la guerre d'Algérie.
- Que la recherche sur ces questions historiques et mémorielles soit encouragée sans ingérence des pouvoirs politiques.
- Qu'afin de favoriser la transmission aux nouvelles générations, soit créé, en France, un musée national d'histoire du colonialisme et que soit équitablement enseigné cette période de notre histoire commune.

Nous appelons les citoyennes et les citoyens de ce pays et l'ensemble des organisations progressistes, politiques, syndicales et associatives à se joindre aux différentes initiatives prises ce 17 octobre 2025 et à Paris :

**RASSEMBLEMENT ORGANISÉ PAR NOTRE COLLECTIF
DEVANT LA PLAQUE SUR LE PONT SAINT-MICHEL
LE 17 OCTOBRE 2025, À PARTIR DE 18 H**

afin de rendre hommage à la mémoire de tous les Algériens qui ont été victimes des violences racistes et colonialistes de l'État français et de combattre leurs résurgences dans le présent.

Signataires :

17 octobre contre l'oubli, ACCES (Chevilly-Larue), ACCA, AFPS Paris-Sud, Africa 93, AGAUREPS-Prométhée, Association de Promotion des Cultures du Voyage (APCV), Association des Pieds Noirs Progressistes et leurs Amis (ANPNPA), Association Démocratique des Tunisiens en France (ADTF), ATTAC France, ATMF, Au nom de la Mémoire, CEDETIM, CGT, CISE, CISP, Collectif Boycott Apartheid Israël Paris-Banlieue, Collectif Ivryen de Vigilance Contre le Racisme, Collectif Unitaire Franco-Algérien de l'Île de France, Comité vérité et justice pour Charonne, Compagnie Un Pas de Côté, coudes à coudes, DIEL, Fédération nationale de la Libre Pensée, Fondation Frantz Fanon, FSE, Histoire coloniale et postcoloniale, Institut Mehdi Ben Barka - Mémoire vivante, Institut Tribune Socialiste-Histoire et Mémoire du PSU (ITS), L'APRES, Le 93 au Cœur de la République, Les Ami-es de Maurice Rajsfus, Les Amis de Jean-Luc Einaudi, Les amis de Max Marchand - de Mouloud Feraoun et de leurs Compagnons, Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, PCF, PEPS, NPA Anticapitaliste, Palestine Vivra !, Pour une Écologie Populaire et Sociale, Pour la Mémoire - Contre l'Oubli, Renouveau Syndical, RESOCI-Algérie-Point-com, Réseau Féministe « Ruptures », ROSMERTA, Solidaires Étudiant-e-s, SOS Racisme, Union étudiante, UJFP, Union communiste libertaire, Union syndicale Solidaires